

Je suis complice de génocide mais je me soigne

Michel Goya

5 avril 2019

En hommage au caporal-chef Eric Gaubert



Je remercie tous les idiots utiles de Paul Kagame qui n'écoutant que leur déontologie qui ne leur disait rien n'ont jamais hésité à se faire une petite gloire journalistique ou universitaire en s'attaquant à une cible aussi facile que les soldats de leur propre nation. Merci donc de m'avoir ouvert les yeux sur la manière dont je m'étais rendu coupable il y a désormais 25 ans et dont je n'avais nullement conscience à l'époque.

Alors jeune lieutenant chef de section d'infanterie de marine, j'ai passé tout l'été 1992 au Rwanda. Le pays faisait alors l'objet de la troisième grande offensive depuis 1990 du Front patriotique rwandais (FPR), ce mouvement formé d'exilés tutsis en Ouganda et qui, après avoir servi la prise du pouvoir de Yoweri Museveni à Kampala, retournait leurs armes en direction de Kigali. Dirigé initialement par Fred Rwigyema, le FPR était dirigé par Paul Kagame, revenu de formation militaire aux États-Unis à l'an-

nonce du mystérieux assassinat de son prédécesseur par deux de ses officiers. Composé de vétérans aguerris, le FPR était un des derniers mouvements armés politisés et disciplinés issus des luttes pour les indépendances africaines et les réformes. Nous avions une certaine admiration pour ce groupe armé, de loin le plus fort que nous ayons eu à affronter depuis les Tou-bous au Tchad. Oui mais voilà, pour des raisons qui m'échappent encore le Président Mitterrand et son fils Jean-Christophe s'étaient pris de passion pour les Grands Lacs et ses régimes politiques, francophones du moins (n'hésitant pas par exemple six ans plus tôt à imposer un « carrefour du développement » franco-africain à Bujumbura, à l'origine d'un beau scandale politico-financier). À la demande du Président Habyarimana, un dictateur au pouvoir au Rwanda depuis 1973, le chef des armées françaises ordonna donc de contrer le FPR avec une force discrète. Ce fut le déclenchement de l'opération Noroit (ne cherchez pas dans la liste officielle des opérations extérieures, elle en a mystérieusement disparu).

Pendant trois ans donc, une force réduite d'une à trois compagnies selon l'ampleur de la menace, deux à trois batteries servies par des soldats rwandais, mais encadrées et commandées par des Français, quelques équipes de ce qui deviendra le commandement des opérations spéciales et des formateurs techniques, soit de 400 à peut-être 1 000 hommes suivant les époques, ont suffi pour contrer les avancées du FPR. Nous ne nous heurtions pas directement, le FPR comme nous-mêmes évitions le contact, mais nous les frappions copieusement d'obus de 105 mm (et même de 122 mm venus d'Égypte) et nous aidions autant que possible les forces armées rwandaises (FAR) en plein développement en les renseignant, formant des cadres et en finançant des équi-

pements venus de divers endroits, d'Afrique du Sud en particulier. Nous tenions aussi plusieurs points clés du nord du pays en arrière des FAR, sans au passage que cela en quoi que ce soit à une mission de contrôle de la population. Nous vivions dans des villages, où nous étions très bien accueillis, et jamais il ne nous serait venu à l'idée, par exemple, de contrôler des identités. J'ai le souvenir ému d'un instituteur nous remerciant de notre présence qui les protégeait... vingt minutes avant que nous abandonnions en urgence le village pour aller protéger une batterie d'artillerie en repli.

Nous écoutions aussi discrètement avec nos « grandes oreilles » tout ce que se disait sur les réseaux radios, avec, entre autres, l'espoir de prouver qu'il y avait des conseillers britanniques en face de nous. Ce « complexe de Fachoda » nous excitait alors beaucoup, mais je crains qu'il n'ait reposé sur des fantasmes ou plutôt que l'opposition anglo-saxonne à notre présence s'exerçât de manière plus subtile.

Alternant les missions sur la ligne de front et à Kigali, nous nous préparions aussi à protéger et évacuer les ressortissants, mission première et officielle de l'opération. Détail intéressant pour la suite, nous soupçonnions alors le FPR, qui disposait de missiles antiaériens portables SA-16, de vouloir infiltrer un commando dans la capitale afin d'abattre un avion de ligne. Nous occupions donc de temps en temps les sites susceptibles d'abriter des tireurs en fonction des renseignements reçus sur la vulnérabilité de tel ou tel avion. Deux ans plus tard, nous n'étions plus à Kigali (au contraire d'un bataillon du FPR à la suite des accords d'Arusha) et plus personne n'assurait cette mission.

Certains commentateurs ont parlé, par la suite, de volonté de l'armée française de « prendre sa revanche sur la guerre d'Algérie » (oui, je l'ai entendu) et même d'y imposer (ou d'inspirer) les méthodes de l'époque. En réalité, cette mission nous paraissait surtout d'une grande banalité et dans la droite ligne des nombreuses interventions directes ou plutôt, comme dans ce cas, en soutien indirect à des forces armées de régimes africains qui ne brillaient alors guère par leurs vertus démocratiques. Parler de la guerre d'Algérie à un intervenant quelconque de cette opération, quel que soit son grade, aurait suscité des yeux écarquillés

d'étonnement, suivis sans doute de sarcasmes sur les effets de la recherche effrénée de scoops. Le même étonnement, suivi probablement d'une réaction plus vive, aurait également succédé à l'accusation de complicité de génocide. Ce n'était pas la forme de l'intervention militaire qui nous étonnait à l'époque mais l'évolution de la vie politique intérieure rwandaise.

Nos dirigeants de l'époque s'enorgueillissaient d'avoir imposé le multipartisme et donc la démocratie, au Rwanda (Constitution de juin 1991). C'est même la justification première que l'on retrouve encore aujourd'hui de notre engagement sur place. Je n'étais pas sûr pour ma part, à mon niveau de ras du sol, que ce fût une si bonne idée. Au Rwanda, comme ailleurs, la multiplicité imposée des partis avait engendré, non pas un processus de débats et d'élections (plus ou moins) apaisés comme chez nous mais au contraire une nouvelle violence qui s'ajoutait à celle de la guerre. Lors de nos déplacements, on voyait fleurir les casquettes mais aussi les drapeaux plantés au cœur des villages aux couleurs des partis. On voyait surtout régulièrement des manifestations, presque toujours virulentes. Au Rwanda comme dans beaucoup d'autres pays africains, la création de partis avait entraîné la formation de milices, souvent composées de jeunes, destinés à « appuyer » les (au sens premier) « batailles » électorales. En parallèle de l'accroissement des combats, l'année 1992 voyait ainsi se créer les Inkuba du Mouvement démocratique républicain (MDR), parti d'opposition avec qui le Président devait partager le pouvoir mais aussi les Abakombozi du Parti social-démocrate (PSD) et surtout les Interahamwe (« personnes de la même génération ») du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), l'ancien parti unique du Président et les Impuzamugambi (« Ceux qui ont le même objectif ») de la Coalition pour la défense de la République (CDR), encore plus hostile aux Tutsis et à l'idée de négociations avec le FPR.

Nous étions très loin d'imaginer ce qui allait se passer par la suite mais l'idée de créer, en pleine guerre, des partis lancés dans une surenchère nationaliste et sur fond de paranoïa ethnique (largement alimenté par le spectacle du Burundi voisin) ne nous semblait pas forcément contribuer à aider le président Habyarimana à négocier la paix, toute concession passant

pour une trahison. Il y est pourtant parvenu, après un an de négociations entrecoupées d'attaques du FPR et de contestations intérieures, avec les accords d'Arusha en août 1993. Paul Kagamé écrivait alors une lettre de remerciement au président Mitterrand.

On a cru alors à la possibilité de la paix, alors que ce n'était qu'un couvercle posé sur un volcan. La France profitait de l'occasion pour se retirer militairement, ne laissant sur place que quelques rares conseillers dans le cadre de la coopération, mais continuant à soutenir matériellement les FAR. Le détachement Noroît, qui assurait de fait la défense voire, indirectement, la stabilité, du pays, était remplacé par rien, c'est-à-dire la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Nous étions nombreux, surestimant sans doute notre rôle, à penser que notre départ n'aurait rien de bon.

Toute cette période de retrait voyait en effet accroître les violences, en particulier de la part des Interahamwe, de plus en plus nombreux, structurés et armés. Après l'assassinat du Président hutu Melchior Ndadaye en octobre 1993, le Burundi basculait dans de terribles affrontements interethniques (50 000 à 200 000 morts selon les estimations, largement passés à la trappe de l'Histoire), accroissant encore la paranoïa et la haine au Rwanda. Personne n'avait bougé pour le Burundi, personne ne bougerait pour le Rwanda. Le 6 avril, tout a basculé de la même façon avec la destruction de l'avion présidentiel par missiles SA-16 tuant le président Habyarimana et le nouveau président du Burundi, Cyprien Ntaryamira (ainsi que l'équipage de trois Français). Le lendemain deux sous-officiers français et une épouse étaient assassinés à Kigali.

Dans le même temps, le FPR lançait une nouvelle offensive, qu'il savait cette fois sans opposition réelle, et les Hutus radicaux organisaient l'assassinat des modérés et le massacre systématique de la population tutsie. La MINUAR, qui disposait pourtant de plus de 2 000 hommes, a écouté son courage, qui ne lui disait rien, et n'a rien fait. Pire, elle s'avérait même incapable de protéger la Première ministre Agathe Uwilingiyimana, ignoblement massacrée en même temps que dix Casques bleus belges qui avaient reçu l'ordre de déposer les armes devant la Garde présidentielle. La MINUAR ne tarderait pas recevoir l'ordre de fuir.

Les soldats belges en profitaient pour déchirer leur béret bleu avant de monter dans l'avion.

Le bataillon FPR présent dans la capitale depuis le 11 avril, ne faisait pas grand chose non plus semblait-il pour arrêter les massacres qui commençaient. La France de son côté évacuait 1 500 ressortissants européens et, plus étrangement, Agathe Habyarimana, certes veuve du président assassiné mais aussi d'une responsabilité écrasante dans le déclenchement des massacres. Ces massacres constituèrent alors une surprise non dans leur survenue mais dans leur horreur, leur ampleur et leur vitesse. À la mi-mai au moins 600 000 personnes avaient déjà été tuées.

À ma grande honte, ce génocide restait un spectacle pour le conseil de sécurité Nations-Unies que les membres permanents regardaient lâchement. Le Royaume-Uni et surtout les États-Unis, alliés objectifs de Museveni et Kagame (qui, en passant, a remplacé il y a peu le Français par l'Anglais comme langue officielle) freinaient toute intervention. C'est finalement la France qui s'y collait le 22 juin après quelques tergiversations internes. Le président Mitterrand et le général Quesnot, son chef d'état-major particulier, étaient favorables à une intervention, ainsi qu'Alain Juppé. Le Premier ministre Edouard Balladur et François Léotard ministre de la Défense, y étaient hostiles. Il fallut la certitude du caractère humanitaire de l'opération, une résolution des Nations-Unies et l'appui d'alliés africains pour obtenir l'approbation du gouvernement. Jean-Christophe Rufin était alors envoyé en ambassade discrète auprès de Kagame.

Sur le moment, je me félicitais que cette opération, quoique tardive, ait pu sauver plusieurs dizaines de milliers de personnes (mesure-t-on seulement l'énormité de cette performance, que personne n'évoque?). Seule puissance à agir, c'était tout à l'honneur de la France. Rétrospectivement, je suis plus partagé. Avec les moyens limités, les 2 500 soldats français (soit 0,03 % de la population rwandaise) et quelques centaines de camarades africains n'ont évidemment pu empêcher des atrocités de continuer à se produire malgré tout. De l'accusation d'impuissance, il était alors facile de passer à celle de complicité. Surtout, comment concevoir de revenir en position de neutralité (qui au passage n'empêche pas de dispo-

ser de moyens puissants au cas où) dans un territoire dans lequel on avait combattu un an plus tôt. Les missions d'interposition ne fonctionnent généralement pas, elles fonctionnent encore moins lorsqu'on se retrouve entre un ancien adversaire et un ancien allié que l'on met par ailleurs sur un plan d'égalité avec peut-être cette idée absurde qu'il est encore possible de revenir à la situation précédente.

Par quelle folie pouvait-on imaginer que le FPR n'allait pas profiter de la situation pour accuser – non sans raisons – l'Élysée de vouloir sauver ses anciens amis, à commencer par Agathe Habyarimana ? Par quel aveuglement notre acharnement à soutenir le pouvoir hutu en place, quel qu'il soit, n'allait pas faire la matière de livres à succès ? Par quelle naïveté n'a-t-on pas vu qu'en intervenant, même de bonne foi et avec les meilleures intentions du monde, on en prendrait pour trente ans d'accusations, notamment chaque fois que Kagamé et le FPR commenceraient à être suspectés de quelques mauvaises actions.

J'ignore si on a continué à aider le gouvernement rwandais après le début des massacres et même après l'embargo du 19 mai. Ce qui est certain c'est que si c'est le cas cela n'a guère aidé les Hutus réfugiés au Zaïre lorsque la nouvelle armée rwandaise est venue nettoyer leurs camps, provoquant un nouvel exode et, à nouveau, la mort de centaines de milliers de Rwandais, dans l'indifférence générale cette fois. Le million de réfugiés était probablement autant de génocidaires.

Quand je pense finalement au Rwanda, j'ai honte. Pas pour les soldats qui ont exécuté leurs missions et toujours dans l'honneur, mais pour ceux qui les ont envoyés là-bas pour des raisons qu'ils n'ont jamais sérieusement expliquées. J'ai honte pour la légèreté, la naïveté, voire l'incompétence de nos dirigeants politiques dans cette affaire qui les a toujours dépassés. De Beyrouth à Sarajevo, l'ère Mitterrand a été riche en fiascos militaires, celui du Rwanda, avec des conséquences différentes, en constitua le dernier exemple. J'ai honte pour ceux qui ont lâchement fait disparaître le nom de l'opération Noroit de la liste des opérations. J'ai honte, sans être surpris, par l'inaction et la lâcheté de la force des Nations-Unies au Rwanda. J'ai honte pour les États-Unis qui ont toujours soutenu Kagame et bien fait profiter leurs mul-

tionales du chaos sanglant de la région du Kivu. J'ai honte pour ceux qui se font une gloire sur l'accusation sur leur propre pays, sans regarder l'inaction des uns et les crimes des autres. Combien de temps les soldats français, sans aucun doute les moins concernés, seront-ils encore les seuls à subir des accusations dans ce supermarché de l'ignominie ?

Publié par Michel Goya à 4/05/2019